

Bulletin d'histoire politique

Chronique d'histoire militaire

Yves Tremblay



Volume 15, numéro 1, automne 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056096ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056096ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, Y. (2006). Compte rendu de [Chronique d'histoire militaire]. *Bulletin d'histoire politique*, 15(1), 191–206. <https://doi.org/10.7202/1056096ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Chronique d'histoire militaire

YVES TREMBLAY
Ministère de la Défense nationale

NOUVELLES

Il faut vivre avec son temps, dit l'adage. La toile étant devenue ce qu'elle est, les groupes de recherche universitaires l'utilisent pour leur promotion, pour la diffusion d'information dans le public ou, comme c'est le cas ici, pour relier des chercheurs ayant un objet de recherche commun mais travaillant en des lieux parfois éloignés.

Communicateur émérite, journaliste connu, spécialiste du maintien de la paix, Jocelyn Coulon anime maintenant le Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix. Le Réseau loge auprès du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), où Jocelyn Coulon est depuis l'an dernier professeur invité. Un outil de diffusion en ligne assure la permanence du Réseau, mais les activités du regroupement de chercheurs ne s'y limitent évidemment pas. On peut « se brancher » à www.operationspaix.net ou encore à travers le site www.cerium.ca.

*

* *

À l'automne 2005, la Direction Histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale a accueilli un stagiaire de niveau maîtrise. L'affaire serait banale, la DHP ayant l'habitude de recevoir en ces murs des étudiants en stage coopératif ou aux études avancées. Cette fois cependant, le stagiaire venait de Saint-Cyr, ou comme on devrait l'appeler avec plus d'exactitude l'École spéciale militaire, maintenant sise à Coëtquidan en Bretagne. Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que le programme de formation des officiers français, un programme universitaire, a récemment été modifié dans la foulée de l'intégration européenne. Dorénavant, le jeune officier français devra compléter un *master* (les Français sont incorrigibles) de niveau européen,

à sa dernière année, avant de débiter la carrière militaire proprement dite. Le *master* comprend naturellement un mémoire, mais aussi un stage de trois mois à l'étranger. Pour assurer la qualité, la direction du mémoire est divisée entre trois superviseurs : le directeur d'études en place à Coëtquidan, un professeur des universités françaises et le responsable du stage dans l'institution d'accueil.

Le stagiaire de l'automne 2005, le sous-lieutenant Laurent Nerich, a complété un mémoire sur l'utilisation des troupes légères durant la guerre de Sept Ans, en plus de participer à certaines activités d'ici, comme le colloque annuel d'histoire militaire.

Souhaitons que des stages du genre se répètent, parce qu'ils permettront de resserrer les liens entre étudiants, professeurs et chercheurs en histoire militaire des deux côtés de l'Atlantique.

*
* *

Dernière nouvelle : en novembre prochain se tiendra à Québec un colloque sur le thème des histoires régimentaires. On peut s'informer auprès des partenaires associés depuis une dizaine d'années à la préparation des colloques histoire militaire en français, soit l'UQAM, via la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, soit le département d'histoire du Collège militaire de Kingston, ou encore la Direction Histoire et patrimoine à Ottawa.

NOUVELLES PARUTIONS

BLACKMORE, Tim, *War X : human extensions in battlespace*, Toronto,
University of Toronto Press, 2005, xii-243 p.

Un livre qui se veut « in » : étudier l'interaction humains/nouvelles technologies de guerre. D'où le « X » saillant du titre. En effet, le « X » est depuis 1945 le préfixe d'un modèle expérimental, spécialement des prototypes d'avions militaires américains. Le but que se propose Tim Blackmore est par conséquent d'élucider « les moyens par lesquels les humains entrent en contact avec ce genre de machines, comment l'existence de ces technologies altère notre compréhension de ce que nous sommes, singulièrement à propos du corps et du moi (que je crois difficile à séparer d'ailleurs) » (p. 4). Dans mes mots, je crois que le livre traite des fantasmes masculins à propos de la guerre future. La méthode est à peu près la même dans tous les chapitres : comment la littérature et parfois le cinéma construisent les attentes des concepteurs et utilisateurs de nouvelles technologies militaires,

les récits de science-fiction en particulier. L'auteur confronte l'imaginaire, construit dans l'enfance et l'adolescence, avec la réalité du soldat et du fabricant d'armes adulte. L'idée n'est pas entièrement neuve, Paul Fussell s'étant déjà essayé sur ce terrain à propos de la Deuxième Guerre mondiale.

Le livre est divisé en six chapitres thématiques. Dans le premier chapitre, l'auteur traite du passage de l'enfant s'imaginant soldat au jeune adulte vrai soldat¹ ; Blackmore utilise ici des exemples pour la plupart tirés des deux guerres mondiales, notamment les travaux très connus de Fussell. Sont abordés dans les chapitres suivants les systèmes d'armure, redevenus à la mode avec le mythe du « zéro perte » et les plastiques hyper-résistants, le véhicule blindé, l'hélicoptère, tous deux de plus en plus automatisés, l'avion robot (sans pilote) et finalement le biomédical. Ce faisant, des auteurs archi-connus comme Robert Heinlein ou Philip K. Dick voient leur œuvre revue sous un angle insolite.

À quoi veut en venir monsieur Blackmore ? J'ai parfois de la difficulté à le voir. Il n'y a pas de conclusion. C'est sans doute symptomatique, car chaque étude de cas conduit souvent à des remarques semblables. Plusieurs « histoires », des anecdotes devrais-je dire, démontrent la technicisation de l'activité très humaine qu'est la guerre. Le comment cela se fait est très bien montré. La leçon est moins claire ; c'est peut-être que l'imaginaire se ligue avec les mythologies contemporaines pour littéralement conduire à la fabrication de programmes d'armement fantaisistes, satisfaisant la fascination des Américains pour les solutions technologiques, mais ayant la fâcheuse propension d'être coûteux et d'une utilité véritable douteuse. À bien y penser, la fin de l'introduction (p. 9, traduction libre) peut servir de conclusion générale :

La plupart des équipements dont je discute dans ce livre mettent en évidence vitesse, légèreté, portabilité ; pourtant, ils sont menottés à leurs concepteurs, leurs manufacturiers, leurs distributeurs, et au service des pièces, comme aucun autre auparavant, comme jamais auparavant. Les concepteurs et leurs défenseurs les présentent comme une fiction mécanique enfin devenue réalité : des armes qui voient, des munitions qui pensent, des robots qui se meuvent de manière autonome, qui peuvent voler pendant des semaines, des mois sans qu'on s'en occupe. Ces armements, clinquants, étonnants et prometteurs connectent en fait leurs utilisateurs à un pipe-line vital les reliant à toute l'industrie de la défense. Ces machines sont si rusées et adroites que j'oublie d'en demander le coût, non seulement en dollars mais aussi en qualité de vie, car pour les produire, on a fait les choix qu'il faut imaginer. Plutôt que de me poser ce genre de question, il me semble que je deviens anxieux de voir le prochain modèle, la nouvelle version. Je panique en attendant la mise à jour. Il ne faut pas s'arrêter

en si bon chemin, car on risque de causer l'effondrement de toute la chaîne des acquisitions, une façon de vivre après tout. Des tas de gens, familles par-dessus familles, dépendent des emplois que procurent les armements en question. Ces emplois en font de fabuleux promoteurs de toute cette fantaisie pour un lendemain plus sûr où seuls les méchants sont tués, les innocents toujours épargnés. Avec eux, j'entre dans le monde de la magie.

L'analyse de Blackmore présente donc un grand intérêt pour comprendre les travers américains. La lecture est souvent amusante. Je la conseille en particulier aux experts en RMA, la *Revolution in Military Affairs*, qui trop facilement s'abreuvent à la tétine cybernétique. Sous des dehors qui ne paient pas de mine, c'est aussi une efficace critique du complexe militaro-industriel, industrie prospère en guerre comme en paix.

CASTONGUAY, Jacques, *Pourquoi a-t-on fermé le collège militaire de Saint-Jean?*, Montréal, Art Global, 2005, 92 p.

Un titre on ne peut plus évocateur, qui lorsque l'on sait que Jacques Castonguay fut aussi recteur de la défunte université militaire francophone, fermée en 1994, ne laisse planer aucun doute sur ses sentiments. Monsieur Castonguay démontre que la fermeture – justifiée rappelons-le par des motifs budgétaires à l'époque où le gouvernement Chrétien entamait sa lutte au déficit – n'a pas produit les économies annoncées. En effet, il a fallu ajouter des immobilisations coûteuses à Kingston pour recevoir l'accroissement d'élèves-officiers causé par la fermeture de Saint-Jean. Du reste, en 1993-1994, le fonctionnement de Kingston coûtait aux contribuables 83 000 \$ par année à Kingston, contre seulement 53 000 \$ à Saint-Jean. Et, ironie du sort, le campus Saint-Jean accueille maintenant une année préparatoire à Kingston et une école professionnelle de gestion, comme si le besoin de locaux pour l'éducation n'avait jamais diminué. Finalement, comme l'avaient prédit les opposants à la fermeture, il semble aussi que la fermeture du CMR ait provoqué une diminution du recrutement d'élèves-officiers francophones.

COMEAU, Robert et al., *Dix ans d'histoire militaire en français au Québec. Actes du 10^e colloque en histoire militaire tenu à l'UQAM les 10, 11 et 12 novembre 2004*, Montréal, Lux Éditeur, 2005, 216 p.

Le colloque se voulait un bilan de dix ans de recherches en histoire militaire – le premier colloque avait eu lieu à Saint-Jean en 1994 – et un tremplin pour la présentation de nouveaux travaux. La participation y avait été plus

généreuse qu'à l'accoutumée et à peu près tous les thèmes pouvaient y être abordés. Les actes publiés ici, représentant 17 communications sur la trentaine livrée en 2004, rassemblent donc des articles sur des sujets aussi peu usités que les Québécois et la révolte des Cipayes, nos soldats servant de garnison pour remplacer des régiments métropolitains britanniques envoyés aux Indes, l'analyse de lettres de combattants canadiens-français durant la Guerre de Sécession américaine, le parcours d'Amédée Grenier, membre des Brigades internationales durant la Guerre d'Espagne, le traitement des ressortissants de pays ennemis en 1939-1945 et ainsi de suite. En l'absence d'une revue d'histoire militaire en français en Amérique du Nord, les actes annuels de ce colloque sont devenus le principal lieu d'échange des chercheurs en histoire militaire d'ici. Même si le caractère est minuscule et la couverture fragile, le travail d'édition est excellent. Ce « numéro annuel » ne décevra pas.

COULON, Jocelyn (dir.), *Guide du maintien de la paix 2006*, Montréal, Athéna éditions, 2005, 294 p.

Nos lecteurs sont des habitués du guide de Jocelyn Coulon. Cette année, les collaborateurs du *Guide* font une sorte de bilan du *Rapport Brahimi*, cinq ans après son dépôt. Rappelons que le *Rapport Brahimi*, du nom d'un diplomate algérien connu, faisait suite à des blâmes sévères encaissés par l'ONU après l'échec de ses missions au Rwanda et en Bosnie. Le comité dirigé par Lakhdar Brahimi avait alors recommandé au secrétaire général une soixantaine de mesures visant à remédier à des manquements institutionnels, qui ont entravé ou empêché la prise de décisions qui auraient pu éviter les fiascos que l'on sait. On visait en particulier les dysfonctionnements au Département des opérations de maintien de la paix, le manque d'informations stratégiques, une doctrine d'intervention inadaptée aux terrains bosniaques et rwandais et la lenteur des déploiements, pour ne mentionner que les problèmes les plus graves.

Cinq ans après, l'ONU a-t-elle fait des progrès ? La réponse officielle est donnée par Jean-Marie Guéhenno, secrétaire général adjoint et nouveau chef du Département des opérations de maintien de la paix : « nous avons tout lieu d'être confiants », mais attention, « l'optimisme béat n'est pas de mise », car des « États déliquescents » (p. 31) peuvent implorer à tout moment. Selon monsieur Guéhenno, les narco-trafiquants et les terroristes internationaux pourraient alors profiter des vides créés pour déstabiliser de vastes régions du monde et par conséquent menacer des populations entières.

Justement, l'un des problèmes majeurs que visait à redresser l'ONU depuis Brahimi est la considération grandissante qu'il faut maintenant accorder à la sécurité des populations. Galia Glume discute la responsabilité de protéger, malheureusement sans échapper au piège rhétorique dans lequel s'enferment trop facilement les intellectuels du maintien de la paix : « responsabilité de protéger », « subsidiarité », « gradualisme », « force de réaction rapide »...

À ce dernier sujet, il faut aussi lire l'article de Josiane Tercinet, professeure de droit à Grenoble II, qui n'est pas très optimiste. Ce projet ancien bute sur deux réalités qui demeurent insurmontables pour l'instant : le monopole de la force dont sont jaloux les États souverains (donc les membres de l'ONU) et le malaise paralysant ressenti par l'ONU même quand vient le temps d'user de la force. On a souvent reproché à plusieurs États membres de refuser de donner à l'ONU les moyens d'intervention qu'elles demandent ; la culture de l'Organisation semble un obstacle aussi difficile à surmonter.

C'est ainsi que j'interprète certaines remarques de Xavier Zeebroeck, du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité à Bruxelles. Retraçant l'origine et analysant quelques cas de missions « multifonctionnelles » ou « intégrées », c'est-à-dire qui comportent plus que le simple aspect de séparation des parties en conflit par des Casques bleus, monsieur Zeebroeck pose une question à laquelle l'ONU ne parvient toujours pas à donner de réponse satisfaisante : « Que faire lorsque le soldat de la paix se transforme – même pour les meilleures raisons du monde – en guerrier redoutable ? » (p. 94)

Lucien Manokou, de l'Institut de recherche en sciences humaines de Libreville, Catherine Délice, doctorante à Grenoble II, et Madeleine Odzolo Modo, autre doctorante à Grenoble II, complètent le dossier en abordant des aspects plus formels, respectivement la diplomatie préventive (dans le contexte de l'arrivée du Secrétariat à l'information et à l'analyse stratégique), la planification et le déploiement des missions depuis Brahimi et les rapports avec les organisations régionales de paix et de sécurité comme l'OSCE, l'OEA, l'ASEAN et l'OUA.

Quelques articles hors-dossier suivent, de Marc André Boivin sur l'Afghanistan et de Emad Awwad sur l'Union africaine, mais il faut surtout lire la contribution de Béatrice Pouligny, de l'Institut d'Études politiques de Paris, l'une des critiques les plus judicieuses des opérations de paix. L'intérêt de sa critique réside dans le regard qu'elle choisit d'utiliser, non pas ceux des « experts », mais plutôt celui des « sujets » de l'expérience, c'est-à-dire les populations vivant dans l'environnement des Casques bleus. Avec la responsabilité de protéger dont s'est avisée l'ONU récemment, le regard des populations concernées prend de l'importance. Or, ce regard n'est pas uniment

favorable, loin s'en faut. Il suffit de citer la conclusion de madame Pouliny² (p. 186) :

[D]ans tous les pays, on est frappé par l'absence d'intérêt des missions et de l'immense majorité de leurs membres, pour les populations, ce qu'elles pensent, et l'absence de tout sens de « responsabilité » à leur égard (*accountability*). Tout se passe comme si, intervenant dans des situations désespérées à plus d'un titre, on considérerait que les populations locales devaient se contenter de nous accueillir en « sauveurs ». Il n'en est rien.

Béatrice Pouliny utilise des informations qu'elle a collectées sur le terrain au milieu des années 1990, après le Rwanda et la Bosnie, pendant que le comité mené par Lakhdar Brahimi préparait son rapport. La situation a-t-elle vraiment changée depuis ? L'optimisme d'un Jean-Marie Guéhenno est-il de mise ? Ouvrez le *Guide* mouture 2006, vous y trouverez quelques clés pour vous faire votre idée sur la question.

Comme d'habitude, le *Guide* se termine sur la chronologie annuelle (de Stéphane Tremblay), le rapport statistique et la mise à jour des sites Internet (ces deux derniers par Mélanie Pouliot). Un bon index complète le produit.

Cette cinquième édition, la troisième dans sa forme actuelle, profite aussi d'un saut qualitatif opéré par la maison d'édition : un papier de meilleure qualité, plus blanc et plus robuste. Pour un guide annuel qui constitue une référence à conserver, c'est appréciable.

MCCLEOD, Alex et MORIN, David (dir.), *Diplomaties en guerre : sept États face à la crise irakienne*, Montréal, Athéna éditions, 2005, 254 p.

Il s'agit d'un ouvrage collectif (le quatrième d'une série) préparé par le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité de l'UQAM. Cette année, l'équipe du CÉPÉS se propose de « démontrer comment la guerre en Irak a affecté les rapports des États-Unis avec quelques-uns de leurs partenaires les plus importants » (p. 9). Non sans intérêt est le penchant méthodologique qui sous-tend la démarche : remonter « les chemins souvent tortueux de la prise de décision en politique étrangère, et qui sont loin de correspondre à ce modèle d'acteurs unitaires et rationnels de certaines théories des relations internationales » (*Ibid.*).

Après une mise en place introductive qui ne correspond pas tout à fait à l'exigence méthodologique tout juste évoquée, l'équipe procède ensuite par monographies nationales : dans l'ordre, la Grande-Bretagne, le Canada, la

Chine, l'Allemagne, la France et la Russie. Le tout se termine par un article sur les « alliés », qui porte surtout sur les États-Unis, mais qui sert également de conclusion. Dans ce dernier chapitre, les espérances méthodologiques sont gravement déçues, le charabia « discursif » l'emportant. Le lecteur qui préfère l'information à la trituration évitera donc introduction et conclusion pour se concentrer sur les six monographies centrales. Quant à moi, je préfère celles sur la Grande-Bretagne (Dan O'Meara et Chantal Lavallée), la Chine (André Laliberté et Marilou Grégoire-Blais) et l'Allemagne (Benoît Lemay et Paul Létourneau).

DES TÉMOIGNAGES IMPORTANTS SUR LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

ADAMSON, Agar, *Letters of Agar Adamson 1914 to 1919*, Ottawa, CEF Books, [réimp. 2005], 1997, 368 p., ill.

Des recueils de lettres de militaires que je connais, celui-ci vaut n'importe quel autre.

Adamson faisait partie de cette classe d'hommes, Britanniques avant d'être Canadiens, qui pensaient pouvoir tout faire, en « dilettantes experts ». Comme de raison, il fut officier de milice avant la guerre. Il a combattu les Boers. Il n'a pas moins de quarante-huit ans lorsqu'il joint les rangs du Corps expéditionnaire canadien comme commandant de compagnie. La destruction à trois reprises de son bataillon l'amènera au commandement de l'unité en 1917, mais il est alors un homme usé physiquement et mentalement. Il passera les derniers mois de la guerre dans un commandement administratif.

On a souvent écrit que les lettres de guerre étaient une source dangereuse, pour deux raisons : d'abord, l'autocensure, pour protéger la famille de soucis qui ajouteraient inutilement à son fardeau, et ensuite à cause de la censure postale militaire. Les lettres d'Adamson sont un vibrant démenti à ces deux assertions. Si notre auteur s'autocensure, c'est seulement pour éviter les descriptions les plus sordides. Par exemple, il mentionne les yeux crevés, les membres fracturés, arrachés ou amputés, mais sans se complaire dans les descriptions sanglantes. Il rapporte systématiquement les pertes de l'unité, et mentionne nommément les noms que pourraient connaître son épouse ou les relations de son épouse. Il n'oublie pas les aventures extra-conjugales d'un supérieur ou les problèmes vénériens colossaux des armées de l'Empire.

Toutefois, c'est évidemment la description des allées et venues du bataillon, ses souffrances, qui font l'objet de l'essentiel de la relation épistolaire. Comme le massacre doit avoir un sens, les fautes sont rejetées libéralement sur les généraux incompetents et les troupes insuffisamment préparées,

Adamson assumant ses propres insuffisances. Il se convainc rapidement de la supériorité tactique de l'ennemi et de l'impossibilité de vaincre rapidement. Ce sera une guerre d'usure, meurtrière. Il est hypersensible aux souffrances des autres, et en premier lieu à celles des simples soldats. Les marches harassantes, la saleté (il y a chez Adamson une obsession de procurer aux hommes des occasions de prendre de bons bains chauds et de changer de sous-vêtements) et les entraînements mal conçus font l'objet de ses descriptions. Il donne souvent des chiffres précis concernant les pertes et il rapporte avec force détails l'état matériel et spirituel du bataillon, toutes informations hautement censurables.

D'ailleurs, comment expliquer que tant de franchise illicite ne provoque que rarement les ciseaux des censeurs ? Les personnalités de l'auteur des lettres et de la correspondante sont probablement en cause, lui qui prend le risque d'être découvert, au moins jusqu'au milieu de 1916, elle qui se régale des informations de première main, tout en offrant un soutien moral et matériel à un homme exigeant en victuailles, en plumes, en papier, en vêtements de rechange, même en mobilier transportable.

Adamson explique, le 19 octobre 1915, comment il envisage sa correspondance :

Je suis désolé que mes lettres donnent l'impression d'être écrites par un pessimiste fatigué nerveusement. Ce n'était pas la sensation que je voulais produire. Mes véritables sentiments sont tout à l'opposé. Je crois qu'il est capital pour toi de connaître les événements et les émotions de nous tous ici³. C'est pourquoi je décris des incidents comme l'inondation du canal ou celui de l'espion allemand déguisé en artilleur anglais. Ces incidents nous arrivent tous les jours et en les lisant, tu pourras comprendre non seulement où se trouve le bataillon, mais aussi ce que nous pensons. J'ai essayé d'expliquer nos motifs d'agir de telle ou telle manière, mais je me suis abstenu de me contenter d'affirmations trop positives.

Mais l'impunité devant la censure y est aussi pour beaucoup. Adamson profite de son statut de commandant de compagnie, puis de commandant en second et finalement de chef de bataillon pour éviter la censure, alors que lui-même se fait le censeur de ses subordonnés. Il n'hésite pas non plus à profiter du départ d'un permissionnaire ou du passage d'un invité pour l'engager à acheminer son courrier en évitant le circuit réglementaire⁴.

Le seul défaut du livre est sa facture. L'éditeur n'a pas produit un travail fini. Il n'y a pas d'index, alors que des index des noms, des unités et des lieux auraient été indispensables avec ce recueil très dense. Il manque des informations de base, comme la localisation des lettres originales (par exemple, on

doit présumer que la famille les possède toujours, mais ce n'est pas dit clairement). Certaines expressions atypiques auraient dû être explicitées en notes. C'est dommage, car ces manquements rendent l'utilisation difficile aux non-spécialistes. Et il y a des coquilles, des espaces à tous vents notamment.

HUGHES, John McKendrick, *The unwanted : Great War letters from the field*, lettres éditées par John R Hughes, Edmonton, University of Alberta Press, 2005, xxxvii-395 p., ill.

Sur la Première Guerre mondiale, on croyait avoir tout vu, tout lu, du moins pensait-on en savoir un peu sur à peu près tous les thèmes. Et bien non. Voici les souvenirs de l'un des rares officiers à avoir commandé une des compagnies agricoles de l'Armée britannique.

Les parents de John McKendrick s'étaient installés dans l'Ouest canadien à la fin du XIX^e siècle. John adolescent, comme plusieurs autres volontaires du Corps expéditionnaire canadien, est devenu jeune un agriculteur accompli. Lorsqu'il se porte volontaire en juin 1915, il a déjà 33 ans. Malgré une éducation formelle des plus réduites (4^e année), son expérience de milicien et une bonne dose de débrouillardise lui permettent d'obtenir le grade de major l'année suivante.

Les souvenirs présentés ici sont le produit du collage d'un manuscrit inédit écrit en 1956, entrecoupé de lettres adressées à l'épouse. Le collage est l'œuvre du petit-fils de l'auteur. Le tout est augmenté d'une longue préface historique de Craig Gibson et de plusieurs appendices et notes qui fournissent le contexte, les détails et les transcriptions de documents pertinents.

Ce sont évidemment les fonctions inusitées du protagoniste qui font l'intérêt principal du livre. Le major Hughes voulait servir comme officier d'infanterie en France. Le grade était gonflé évidemment, comme pour beaucoup d'officiers issus de la Milice d'avant-guerre. Hughes était arrivé avec le 151^e Bataillon en Angleterre à l'automne 1916. Le Canada commençait alors à avoir de la difficulté à trouver des volontaires pour remplir les vides causés par le hachoir d'hommes industrialisé qu'on avait installé dans les Flandres. Comme pour bien d'autres bataillons, le 151^e est dissout, les hommes dispersés afin de renforcer les bataillons déjà au front. Hughes se trouve alors en surplus, officier sans bataillon et sans expérience du front. Là, on y manque bien d'officiers de bataillon, mais on préfère donner des promotions à des sous-officiers ou à des subalternes qui connaissent déjà le travail.

Hughes se trouve donc major sans emploi. Il guette une ouverture vers le front, c'est-à-dire le massacre de ses collègues. Malheureusement, dans son cas, l'attente se prolonge. Il tente de se faire transférer au Royal Flying Corps

en vain, car les hommes mariés ne sont pas acceptés dans l'arme aérienne britannique – cela évite de faire de jeunes veuves par treize à la douzaine. Rejeté comme combattant, d'où le titre, Hughes vit désœuvré jusqu'en juillet 1917, alors qu'il accepte une désignation pour un vague poste d'état-major en troisième échelon, à la condition expresse qu'il rétrocède au rang et à la paie d'un simple lieutenant. Il accepte ces conditions dégradantes.

Il n'est pas au bout de sa peine. En France, il est d'abord affecté à l'administration des logements militaires, puis à une tâche inusitée : officier agricole de corps d'armée. On l'a vu, il est pleinement qualifié pour cela. Sa tâche consiste à fournir aux armées du Commonwealth des produits alimentaires tirés de secteurs agricoles intérieurs que la main d'œuvre française n'est plus en mesure de faire fructifier, trop de Français servant sous les drapeaux, trop de Françaises dans les usines. Cela se fait soit en fournissant des soldats comme garçons de fermes (des hommes de catégorie physique inférieure pour cause de blessure ou d'âge, ou des convalescents), soit comme exploitants de fermes abandonnées. S'ajoutera dans les derniers mois de guerre la récupération des récoltes laissées sur pied par des Allemands en retraite. Ainsi, les armées britanniques ont pu augmenter une diète militaire difficile à soutenir par une France au quart occupée et des importations d'outre-mer malmenées par les sous-marins ennemis.

Le grand mérite de ces souvenirs est évidemment de rappeler qu'une forte proportion des « soldats » ne sont pas des combattants, mais servent plutôt à alimenter en ressources la machine à broyer l'humanité.

Bien illustré et bien édité par une maison universitaire, ce livre est une perle inattendue.

ISAAC, Jules. *Un historien dans la grande guerre : lettres et carnets 1914-1917*, édition critique de Marc Michel, préface d'André Kaspi, Paris, Armand Colin Éditeur, 2004, 309 p., ill.

Jules Isaac serait un inconnu aujourd'hui si ce n'est qu'il fut le coauteur avec Albert Malet d'une série de manuels d'histoire de France encore sous presse près d'un siècle après l'édition originale. Mobilisé à 37 ans, Isaac partage pendant près de trois ans le sort de millions de poilus français. Souffrant d'un fort choc mental alors qu'il était observateur d'artillerie à Verdun, il finit la guerre dans les services d'information du ministère de la Guerre. Il a entre-temps repris le travail d'historien à la demande de la maison Hachette, pour compléter le Malet-Isaac, Malet ayant été tué au front en 1915.

Jules Isaac a laissé pas moins de 1800 lettres, qu'il écrivait au rythme de une ou deux par jour au front. Il s'agit ici d'une sélection, longuement pré-

sentée par André Kaspi et Marc Michel. Une centaine de lettres donc, auxquelles les éditeurs ont ajouté des entrées de carnets personnels et quelques autres documents d'intérêt.

Il est inévitable que l'on compare le témoignage de cet historien conventionnel à celui du fondateur des Annales, Marc Bloch. Les textes de Bloch ont refait surface dans les années 1960, mais ne sont connus du public francophone que depuis leur édition chez Colin en 1997.

En juxtaposant, ce qui étonne, ce ne sont pas les différences, mais les ressemblances. Deux jeunes historiens d'origine juive, dont l'enfance garde la trace de l'affaire Dreyfus, soldats ou sous-officiers pour la majeure partie de la guerre (toutefois, Bloch est passé officier), tous deux de vrais combattants au front, tous deux très patriotes, ce qui ne surprend pas de la part de Isaac, mais en a étonné plusieurs pour Bloch. D'ailleurs, Bloch était plus patriote et meilleur soldat que l'autre. Mais comme Isaac était plus discipliné comme chroniqueur (Bloch se reprochera plus tard sa « paresse »), et comme ses manuscrits ont été mieux préservés que ceux de Bloch, qui a passé les dernières années de sa vie dans la clandestinité avant de périr aux mains de la Gestapo, on trouve chez Isaac plus de notations sociales que chez Bloch.

La comparaison s'arrête ici, car Bloch a tiré de son expérience militaire des conséquences différentes de celle de Isaac ; la vie dans les tranchées, à la campagne, l'a rapprochée du terroir et en même temps des mentalités populaires, d'où un intérêt pour ces « nouveaux » sujets dans son œuvre historique d'après-guerre, en route vers la reconnaissance internationale.

Les lettres d'Isaac sont bien sûr un autre témoignage de qualité sur la Grande Guerre. On pourra les lire dans cette seule perspective. Mais la confrontation d'expériences fort semblables, avec des divergences sur la conception de la discipline pourtant irréductible, est de mon point de vue tout aussi fascinante. La compréhension de la révolution historique au ^{xx}^e siècle devra maintenant tenir compte du rôle pivot que joue pour de nombreux historiens français l'engagement en 1914-1918.

TOUGAS, Rémi, *Stanislas Tougas 1896-1917 : un des plus grands cœurs du 22^e Bataillon*, Québec, Septentrion, 2005, 232 p., ill., index
(Les Cahiers du Septentrion, n° 28).

Les témoignages de qualité sur 1914-1918 en provenance du Canada anglais sont nombreux. Par comparaison, la pauvreté des souvenirs d'origine québécoise est affligeante. Heureusement qu'il y a quelques exceptions, comme c'est le cas ici.

Le présent livre s'inscrit dans une démarche généalogique « évoluée » comme on en voit de plus en plus. Les arbres de parenté ont fait leur temps,

leurs fruits paraissant trop secs ; c'est pourquoi les récits de vie viennent ajouter une chair qui manque. Ainsi, sur un canevas généalogique mince – Stanislas a laissé peu de choses étant donné son âge, son éducation et son rang dans l'armée – Rémi Tougas accole de nombreux documents qui éclairent le choix du jeune Stanislas de s'enrôler en 1914 à 18 ans, sa vie de simple soldat dans le 22^e et les circonstances de sa mort au front en 1917. Le résultat est plus que satisfaisant.

Monsieur Tougas enrichit les informations trouvées dans une bibliographie réduite avec des citations bien choisies, provenant d'une histoire familiale inédite écrite par la sœur de Stanislas, avec des fac-similés de journaux d'époque, ainsi que des documents militaires glanés ici et là, y compris quelques sources primaires. Beaucoup de pièces ne sont pas traduites sous prétexte d'authenticité, pour illustrer comment l'armée canadienne de 1914-1918 était revêche au fait français, un choix du reste constable. L'iconographie, une mise en page presque parfaite, difficile dans le format de cette collection, et un style efficace rendent la lecture agréable.

Il ne faut cependant pas s'attendre à trouver ici une perspective critique : Stanislas est un héros méconnu, les Canadiens français sont un grand peuple, la nation *canadian* sort grandie de l'épreuve, se gagnant une voix sur la scène internationale par sa performance militaire et le sang de sa jeunesse. Il y a donc des clichés qui, à la décharge de R. Tougas, correspondent sans doute à une naïveté face au monde propre au temps. L'essentiel est ailleurs, dans la reconstitution bien menée des étapes d'une vie courte mais remplie, avec un côté tragique bien rendu par l'auteur et parent du héros.

Rémi Tougas informe le public lecteur du Québec sur 1914-1918 d'une manière qui tranche avec l'habituel apitoiement anti-conscription dans lequel se complaisait trop souvent les historiens patentés de sa « race ».

MORTON, Desmond, *Billet pour le front : histoire sociale des volontaires canadiens 1914-1919*, traduction de Pierre R. Desrosiers, Montréal, Athéna éditions, 2005, 346 p., ill., index.

Dans le fond, Rémi Tougas et Desmond Morton parlent de la même chose. Mais la parution en français de *When your number's up* est un événement en soi pour le lecteur francophone, qui tient enfin devant lui un livre qui répondra à la plupart des questions grandes et petites que ce conflit pose du point de vue canadien, québécois compris. L'éditeur a donc fait un choix judicieux en ajoutant cette traduction à son catalogue.

Les spécialistes savent déjà que le livre de Morton est l'une des meilleures introductions au problème de l'acculturation au militaire pour le premier

conflit mondial. Morton y montre son sens de la synthèse, tout en manifestant une empathie pour le sujet et un sens critique jamais en sourdine, par exemple dans le traitement qu'il réserve à l'impossible ministre de la Milice, Sam Hughes. Même si la bibliographie remonte à 1993, l'année de la parution de l'original anglais, *Billet pour le front* demeure une référence incontournable ; à mon avis, il n'y a rien de mieux en français sur la vie au front, pas même chez les auteurs français de l'Hexagone.

Je le répète souvent, mais tous les livres de cette maison d'édition sont réussis sur le plan matériel. La typographie est agréable (le format choisi, un peu plus grand que les produits habituels d'Athéna, permet d'utiliser un caractère de taille plus confortable), les cartes et tableaux sont clairs, sur papier blanc, et les photos sont remarquablement bien reproduites dans un cahier central.

On ne peut manquer de remarquer la différence des sous-titres : le « The Canadian soldier in the First World War » de la version originale devient « Histoire sociale des volontaires canadiens » dans la traduction. Les deux sont exacts, mais le sous-titre français insiste sur l'aspect social, pour raison de marché sans doute, l'histoire sociale ayant bonne presse au Québec, au contraire de l'histoire militaire. Au risque de faire perdre des parts de marché à l'éditeur, je précise cependant que Morton aborde aussi des questions proprement militaires. Comment faire autrement lorsque l'on veut expliquer la logique du carnage ? Mais soyez rassuré, jamais Morton n'ennuie.

Le plus indispensable des livres publiés sur la Première Guerre mondiale au Canada.

AUTRES PARUTIONS RÉCENTES

LITALIEN, Michel, *Le 51^e Bataillon des services du Canada et ses origines (1901-2005)*, Longueuil, Le Régiment, 2005, 342 p., ill., index.

Une bonne histoire régimentaire par un vétéran du genre. Comme les unités francophones « non-combattantes » et de réserve sont peu connues, cet ouvrage est sans doute une des rares sources accessibles sur le sujet. Les informations sur les restructurations des réserves à des moments difficiles de l'histoire des forces canadiennes, entre les deux guerres mondiales et depuis 1945, seront particulièrement appréciées.

WHITBY, Michael (dir.), *The Second World War diaries of A.F.C. Layard*, Vancouver, UBCPress, 2005, xv-382 p., ill., cartes, index.

Voici un témoignage différent des précédents. Je n'ai pas eu souvent l'occasion dans cette chronique de traiter de récits venant de la marine. C'est sans doute la conséquence du peu de considération que la Marine canadienne a historiquement eu des francophones.

Le *commander* Layard (né en 1899) était un officier de carrière, enrôlé à quatorze ans dans la Royal Navy. Comme Layard a tenu un journal pour la plus grande partie de sa vie professionnelle⁵, on connaît en détail ses états d'âme. Officier de capacité moyenne, il a connu des échecs dans la course aux promotions avant 1939. Sa carrière aurait sombré dans la nullité n'eût été un mariage heureux conclu opportunément. C'est la guerre qui lui donne la chance de se racheter professionnellement aux yeux de ses pairs, et à ses propres yeux. C'est ainsi qu'en juin 1943 il obtient le commandement d'un groupe d'escorte canadien basé à Halifax.

C'est la portion canadienne d'une longue carrière (retraite en 1947) qui est publiée ici. Comme l'explique l'éditeur, deux choses rendent ce journal précieux : d'abord, à cause des fonctions du groupe d'escorte de Layard, on trouve là le premier témoignage exhaustif sur les opérations le long des côtes européennes dans les phases finales de la guerre navale ; surtout, l'honnêteté des annotations donne une vision qu'on retrouve rarement dans ce genre de document. Layard n'a envisagé que tardivement la publication, de sorte que l'ambition « littéraire » ou d'une quelconque renommée n'a pas interféré avec la compilation quotidienne des impressions. Un exemple suffira. Le 21 août 1944, son groupe de navires approche l'île de Ré, défendue par plusieurs batteries côtières. Un peu tardivement, Layard donne l'ordre à son groupe de redresser la barre, mais l'un des ailiers approche trop la côte et essuie pendant une dizaine de minutes les coups des canons allemands. Heureusement, un seul marin est blessé. Mais Layard s'en veut : « c'est la deuxième fois que je perds presque un navire par stupidité ».

Le travail d'édition est remarquable à tous les points de vue. Whitby présente avec suffisamment de détails, mais pas trop, les entrées de Layard. UBC Press a de nouveau réalisé l'atteinte des standards d'édition élevés qui font sa marque, avec une mise en page sans faute, des reproductions photographiques de qualité, une cartographie simple mais suffisante, un excellent index, sur un magnifique papier, avec une reliure solide.

Le *commander* A.F.C. Layard est décédé en 1999, trois jours avant son centième anniversaire.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. À noter qu'avec l'exemplaire reçu en service de presse, les Presses de l'Université de Toronto remettaient deux petits soldats de plastique.
2. Béatrice Pouligny a développé au long les visions souvent divergentes entre « acteurs » et « sujets » dans *Ils nous avaient promis la paix : opérations de l'ONU et populations locales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, 356 p. Un must.
3. Traduction libre. L'épouse d'Adamson, issue de la riche bourgeoisie torontoise, animait d'Angleterre une œuvre de charité en faveur des réfugiés belges. Adamson veut l'immuniser contre la propagande alliée en lui donnant le récit détaillé, jour par jour, des misères au front. Voir aussi les entrées des 2 février, 7 mars et 14 juin 1916.
4. Cela se faisait couramment. Ajoutons que la censure du courrier des militaires en était à sa première grande expérience de masse ; en 1914-1918, elle n'avait ni l'efficacité ni l'étanchéité qu'elle atteindra durant la Seconde Guerre mondiale.
5. Comme les règlements militaires interdisent de tenir un tel journal en temps de guerre, Layard a dû rédiger le sien en cachette. Une photocopie repose aujourd'hui à Ottawa, à la Direction Histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale.